Recherches sociographiques

Jacques BERNIER, *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*

Hubert Wallot

Volume 30, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056445ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056445ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wallot, H. (1989). Compte rendu de [Jacques BERNIER, *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*]. *Recherches sociographiques*, 30(2), 295–296. <https://doi.org/10.7202/056445ar>

En abordant l'ouvrage, on a l'impression vague que quelque chose cloche dans « le discours » de l'auteur. De page en page, à mesure que défilent de tels passages, le sentiment se précise. La phraséologie semble flotter autour du sens comme un vêtement trop grand autour du corps. Il y a comme un hiatus imperceptible entre le fond et la forme. Peut-être cela tient-il à l'écart entre la faim « sociologisante » de l'auteur et l'asarcie de son matériau proprement historique. Mais ce n'est là qu'un élément secondaire : Denis Goulet ne convainc pas le lecteur, faute d'un minimum de « mimétisme analytique ». Si l'on doit se méfier de quelque chose en histoire, c'est plutôt de la théorie que de la méthode. L'histoire est une science modeste, la science de la réalité quotidienne. Les constructions théoriques, pour séduisantes qu'elles soient, ne s'accordent pas toujours avec les humbles faits. Or, en histoire, les faits ont toujours raison sur la théorie.

Jean de BONVILLE

*Département d'information et de communication,
Université Laval.*

Jacques BERNIER, *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, xi 207 p.

L'ouvrage tente de cerner les circonstances qui ont amené le développement de la profession médicale au Québec. Cet objectif conduit l'auteur à chercher l'explication de l'atteinte, par les médecins d'ici, d'une prépondérance et d'une autonomie plus rapide et plus importante qu'ailleurs en Amérique. Trois périodes se distinguent : l'émergence (1788-1909), la belle époque (1910-1960), le déclin sous l'effet de l'intervention gouvernementale (à partir de 1960). Mais l'ouvrage ne s'intéressera qu'à la première période.

Pendant le XIX^e siècle, le médecin québécois semble jouir d'un prestige social plus élevé que son confrère américain. Cette image positive tient au fait que la population considérait les membres des professions libérales, plus que tout autre groupe civil, comme ses représentants naturels et les défenseurs de ses droits sur les plans politique et social. L'exercice de la médecine étant alors régi par la métropole, son avancement se serait fait plus vite ici qu'aux États-Unis et, par ailleurs, ce contrôle colonial aurait pu inciter la gent médicale, plus instruite, à se mouiller un peu plus en politique, notamment pour défendre des causes nationalistes.

Entre 1830 et 1850, plusieurs leaders du projet de professionnalisation de la médecine étaient « membres » du Parti canadien ou même chefs du mouvement patriote, tels Boutillier, Kimber, W. Nelson et R. Nelson [...]. Leurs prises de position sur le plan politique contribuèrent à rendre leur projet professionnel recevable et bien fondé [...]. Autre facteur important dans le succès de ce projet, les médecins n'ont pas subi d'opposition (ou très peu) de la part des médecines parallèles. (P. 161.)

Il faut sans doute comprendre que, même si toute la bourgeoisie du Québec francophone n'avait pas été décimée avec la Conquête, elle n'était pas très forte, et les professionnels avaient donc un ascendant qui s'est renforcé en ce qui a trait aux médecins lorsqu'ils ont

rallié le mouvement hygiénique et eu ainsi plus d'autorité en matière de santé. En tout cas, l'opposition à la montée du pouvoir médical a été beaucoup plus faible chez nous qu'aux États-Unis ou en Ontario.

Puisque l'auteur confère beaucoup de poids à la politisation des médecins québécois pour expliquer leur prééminence hâtive par rapport à leurs confrères américains, il aurait été bon, si la documentation existe, de comparer l'activité politique des uns avec celle des autres. Dans beaucoup de pays, on trouve plusieurs médecins dans les affaires de l'État, surtout des réformistes de premier plan. La médecine, comme pouvoir relatif sur le mal et comme service soucieux des autres, a probablement des affinités secrètes avec la politique en milieu démocratique.

Certains chapitres du livre ont fait l'objet de publications antérieures dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et dans *Recherches sociographiques*. Il n'est donc pas étonnant que l'approche de Bernier soit extrêmement concise et dépouillée, un peu sèche peut-être à travers sa langue correcte, sa logique impeccable et cette conclusion un peu trop abrupte, en une petite incidente, sur le rôle possible du clergé dans l'accélération de la prépondérance des médecins au Québec. Aucune ouverture sur la suite de l'Histoire, voire sur le futur dans ses dernières lignes. Voilà qui destine cet ouvrage captivant et fort documenté à un lectorat de chercheurs dans le domaine plutôt qu'à un plus grand public.

Hubert WALLLOT

Université du Québec à Chicoutimi.

Robert GERMAIN, *Le mouvement infirmier au Québec. Cinquante ans d'histoire*, Montréal, Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et infirmiers du Québec (F.S.P.I.I.Q.)/Bellarmine, 1985, 565 p.

La profession infirmière est un lieu où s'entrecroisent plusieurs des tensions que traverse notre société. Tout est loin d'être rose pour ce corps de métier, même s'il forme le contingent le plus nombreux parmi les professions légalement reconnues au Québec (au-delà de 50 000 membres). Tout d'abord, il est encore essentiellement féminin, même si les 5 % d'infirmiers sont largement surreprésentés dans tous les postes de responsabilité tant syndicale que professionnelle. La situation cause, chez celles qui sont aux «soins infirmiers», d'importantes hésitations entre une image d'elles-mêmes fondée, soit sur la «vocation» et le dévouement, soit sur la «professionnalisation» d'une discipline dont les bases scientifiques se cherchent encore, soit sur un militantisme syndicaliste et féministe qui jusqu'ici réussit difficilement à rallier beaucoup d'adhérentes.

Qui pis est, la pratique quotidienne du métier s'est dégradée significativement depuis le début des années 1980. De tous les groupes de travailleurs hospitaliers, c'est sans doute celui qui a été le plus durement touché par les importantes compressions budgétaires dont notre réseau des affaires sociales a été l'objet depuis la récession : coupures de postes, transformation de postes permanents à temps plein en postes temporaires à temps partiel (nombre d'hôpitaux ont de 50 % à 70 % d'infirmières à temps partiel ou sur appel),